



moovpromo internationale

Le Nigeria n'a jamais été aussi proche !

Profitez de tarifs* réduits sur vos appels vers le Nigeria jusqu'au **31 juillet 2016**.

*Tarifs reconductibles



www.moov.tg

Service clients : 777 (gratuit) ou 9999 7777 (payant)

f moovtogoofficiel

f epignationtogoofficiel

POLITIQUE

P.P. 4,5-6

RFA-TOGO: LA NOUVELLE IDYLLE



Louis VINCENT

COOPERATION RENFORCEE ET 40 MILLIARDS FCFA D'AIDE ANNONCES AU TERME DE LA VISITE D'ETAT DE FAURE GNASSINGBE

Economie

PP.7,8

TOURISME :

COMMENT RELANCER LE SECTEUR QUI NE REPRESENTE QUE 2,2% DU PIB MALGRE LES ATOUTS ?

TIC:

P.9

LE TOGO PARIE SUR HUAWEI



Société

ELECTRICITÉ:

P.11

PLUS DE 60% DES BRANCHEMENTS SONT DES TOILES D'ARAIGNÉES DANS CERTAINES ZONES. VERS LA FIN DES RESEAUX SAUVAGES ?

Culture

P.14



JAMES BOND A LOME POUR VALENTINE ALVARES

VENEZ DÉCOUVRIR LA NOUVELLE BOUTIQUE



SISE À HANOUKOPÉ PRÈS DU COMMISSARIAT CENTRAL TÉL.: 93 27 95 30

520 000 F TTC*



L'APG N'EST PAS CADUC

Lors d'un débat public organisé par la Plateforme Citoyenne Vérité Justice (PCVJ), le représentant de la majorité au pouvoir, l'Union pour la République (UNIR) a soutenu que l'Accord Politique Global (APG) était devenu caduc. Cette position exprimée par Florent MANGANAWOE est bien évidemment intenable.

En effet, l'APG signé le 20 août 2006 sous la facilitation de l'ancien président Blaise COMPAORE par les formations représentatives de la classe politique togolaise ainsi que la société civile, est venue solder la crise née de l'élection présidentielle de 2005 tourmentée et sanglante. Il a constitué pour tous les acteurs, l'engagement à trouver des solutions pacifiques et pérennes aux problèmes qui se posent à notre pays. Et surtout à élaborer des mécanismes pour asseoir une société apaisée et démocratique ainsi que des institutions fortes, à travers notamment une série de réformes consensuelles. De ce point de vue, de la nécessité de construire une nation autour de fondamentaux définis consensuellement et dans une démarche inclusive, l'APG est plus que jamais d'actualité. Son esprit devra donc transcender les chapelles et survivre aussi bien aux époques qu'aux contingences partisanes.

Cependant, on peut concéder à l'ancien Ministre que certaines des dispositions prévues par l'APG ont déjà reçu application. On peut tout aussi reconnaître avec lui que la non effectivité de mesures pourtant prévues, est à mettre autant au débit de l'opposition que du pouvoir, puisque pour réaliser le consensus ou à tout le moins atteindre la majorité qualifiée requise dans certains cas, chaque camp devra faire des concessions. Ou encore, on ne peut que partager son assertion selon laquelle, pour bon nombre de leaders politiques, les réformes s'entendent en les conditions de départ du président actuel du pouvoir. Mais il est difficile de considérer qu'il faille passer par pertes et profits, la nécessaire réflexion autour de l'évolution de notre système politique, de la prise en compte de ses faiblesses et des blessures nées de notre histoire commune. C'est une exigence contemporaine, tout en étant un investissement pour le futur.

La nomination de la médiatrice de la République Mme Awa NANA à la tête d'une Commission de réflexion, illustre d'ailleurs très bien le fait que les autorités aient choisi l'évolution des institutions à l'immobilisme. Reste cependant à en définir le contenu et à en tracer les contours. Loin des polémiques stériles, des vaines invectives et des arrières-pensées politiciennes. L'esprit de responsabilité, loin des postures populo-démagogiques, doit prévaloir à la refonte de notre système politique. Bien évidemment, sans sujets tabous ni diktats. Reste à savoir si tous les acteurs sont véritablement prêts à jouer de manière franche et honnête le jeu. En attendant, la question cristallise toutes les tensions et laisse peu place à d'autres débats non moins importants par exemple sur les choix économiques, la fiscalité, l'éducation, la santé, l'agriculture, la sécurité, la lutte contre le terrorisme etc..... Sur tous ces sujets, les propositions sont malheureusement inversement proportionnelles au nombre d'arguments développés avec force et véhémence au nom de la formule consacrée : « réformes constitutionnelles et institutionnelles. »

LE PROCESSUS DE DECENTRALISATION:

Par Ouro-Bossi TCHACONDOH,
Expert en décentralisation,
Facilitateur BRIDGE

(SUITE DES PARUTIONS 157 ET 158)

ENJEUX, DEFIS, ACTEURS, RESPONSABILITES

Le manque d'adhésion des populations au processus de décentralisation

Aujourd'hui, tout se passe comme si la décentralisation n'était que l'affaire des cadres, des intellectuels et dans une moindre mesure des partis politiques, pressés d'avoir un mandat électoral.

Les populations sont indifférentes au débat actuel parce que n'en comprenant pas grand-chose. Leur adhésion au processus n'est possible qu'à deux conditions : qu'elles prennent conscience de la nécessité pour elles de se prendre en charge d'une part, et d'autre part qu'elles soient associées à la recherche des voies et moyens pour ce faire.

Il est dès lors indispensable d'établir un courant d'information réciproque et constant, entre l'autorité centrale et les populations locales afin d'impliquer ces dernières dans le processus et de tenir compte des réalités locales. Cette adhésion est urgente car la décentralisation impose davantage d'obligations aux populations. Il apparaît ainsi que le manque d'éducation, de formation et de sensibilisation, constitue un sérieux obstacle pour le processus de décentralisation.

Un manque de personnel qualifié
De toutes les ressources dont dispose une société, la plus précieuse est celle que constituent ses hommes, leurs capacités à créer, à innover, mais aussi leur moral, leur volonté de participer et de se jeter dans le combat, de le gagner, qui fait la différence et assure le succès. Mais malheureusement, les agents des collectivités locales ne sont pas souvent formés pour mener à bien une véritable bataille pour le développement.

C'est l'occasion ici de féliciter le gouvernement pour l'élaboration de la loi portant Statut des Agents des collectivités locales. Elle doit cependant être vulgarisée, afin que les agents se l'approprient en vue d'une mutation intellectuelle et comportementale pour un meilleur apport à la production

Un découpage territorial inapproprié

On observe des disparités à tous points de vue entre les collectivités territoriales. Des critères objectifs n'ont pas toujours guidé le découpage politique du territoire, si bien que cette opération n'a pas pris en

compte les potentialités humaines, économiques et financières des dites collectivités. La création des cantons n'a pas tenu compte de la viabilité de l'espace géographique, économique, social et culturel. Elle a été motivée par des préoccupations politiques et communautaires. Aujourd'hui ces cantons deviennent communes rurales, que faire ?

La résistance au changement
La décentralisation est une réforme nouvelle et exigeante. Et comme toute réforme nouvelle, elle suscite des inquiétudes ; des doutes aussi.

Son succès passe par des comportements à bannir, des sacrifices incontournables à consentir, de nouvelles habitudes nécessaires à adopter. Tout ceci ne s'obtiendra pas du jour au lendemain, à cause de la tendance naturelle de l'homme à résister à tout ce qui impose le changement.

La question ethnique et d'appartenance communautaire

Le risque de voir naître des discussions parfois chaudes sur fond de considération ethnique existe. Ainsi, il s'en trouvera au sein de la population, pour considérer certains comme étant étrangers à la commune, et de les inviter à retourner chez eux. D'autres diront que celui-ci est du nord ou du sud, il n'est pas de notre préfecture, de notre ethnie, de notre canton. Ces stigmatisations auront de graves conséquences graves, notamment de diviser la population autour des tâches de développement.

L'incivisme fiscal et communautaire

Les citoyens veulent tout de la commune, mais ne veulent pas payer l'impôt. Le Président Clémenceau, à ce propos, affirmait que « si vous voulez compromettre vos chances d'être réélus, demandez aux citoyens de payer les impôts ». Malheureusement sans argent la commune ne pourra rien faire. Au mieux des cas, les citoyens paient l'impôt sur fond de corruption.

Il suffit d'observer le comportement des femmes au marché face à l'agent percepteur pour s'en convaincre. Dans bien des cas, des négociations compromissaires sont faites au grand dam du développement local : la moitié du prix du ticket de place est versée à l'agent percepteur qui ne délivre plus de ticket dans ce cas, la taxe d'habitation est décriée et perçue comme une exigence de plus



Mais a-t-on compris que de tels comportements hypothèquent dangereusement la maternité à construire etc. A cela s'ajoute le refus systématique de contribuer aux tâches communautaires de développement. Ainsi, on constate une indifférence totale de la majorité de la population lorsque les autorités invitent à sortir les samedis matin, en vue de faire de la salubrité publique. Il est évident que les maires seuls à tout faire n'existeront pas après les élections locales et que la cité à bâtir doit être l'affaire de tous.

Les luttes partisanes inutiles

Les luttes partisanes sont nécessaires dans un contexte électoral où chaque candidat en compétition négocie son contrat de confiance avec les électeurs devant lesquels il défend son programme, justifie sa position et montre qu'il a les meilleures idées. Mais une fois les élections terminées et que le maire est installé, les autres candidats malheureux devraient le féliciter et l'assurer de leur soutien s'il évolue bien sûr dans la bonne direction.

Ainsi, si la volonté de combattre le maire élu et l'affaiblir complètement devient l'objectif visé, on passera tout le temps à palabrer, à polémiquer, à organiser des réunions de crise, pendant qu'ailleurs le développement avance. A cela, s'ajoute la nature des relations qu'entreteniront les autorités de tutelle avec les élus locaux surtout si les deux appartiennent à des formations politiques différentes.

La perte du pouvoir

Conçue pour être un transfert réel de pouvoir du sommet vers la base, la décentralisation n'en demeure pas moins une perte de pouvoir. Or, il est de la nature de l'homme de garder et de concentrer le pouvoir entre les mains. Ainsi, les tentatives de récupérer un pouvoir perdu peuvent se manifester à travers des conflits

d'attribution que les acteurs vont pompeusement créer et entretenir.

L'impatience des populations

Pendant la campagne électorale, les candidats ont une tendance à faire trop de promesses sans pour autant dire comment avoir l'argent pour les réaliser.

Ainsi, sur fond de promesses démagogiques, on promet ciel et terre aux populations à tel point que le débat est déjà orienté. Une fois installé, la population commence par leur compter les jours. Ah ! Ils sont des menteurs, des voleurs, des arrogants, chassons-les ! C'est des incapables ! Etc...

Mal gérée, cette impatience peut conduire à un changement permanent des conseillers communaux. C'est pourquoi dès leur installation, les élus locaux devront aller vers les populations pour expliquer les exigences du travail à faire et les sacrifices que cela appelle.

Mais la décentralisation ne présente pas que des contraintes. Elle a aussi des atouts.

Les conditions nécessaires pour une bonne décentralisation

- Une sensibilisation de la population
- Une bonne réglementation législative
- Une bonne formation des agents de l'administration locale
- Une nécessaire collaboration entre les organes de la commune et les services déconcentrés de l'Etat
- Le contrôle citoyen de la gestion du patrimoine communal
- Une restriction des interventions
- Une juste mesure de contrôle de l'égalité.



drive dentsu

*France, Royaume-Uni, Allemagne, Belgique, Espagne, USA, Canada, Chine, Inde et Pakistan

Moov **forfaits Internationaux**

Appelez l'international* à partir de **60F/min** !

Bénéficiez chaque semaine d'un volume de minutes d'appel pour vos communications à l'international.

Appelez désormais **la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, les USA, le Canada, la Chine, l'Inde et le Pakistan** à partir de **43 F/minute**.

Pour souscrire à Moov Forfait International, tapez ***228#** et consultez votre solde en tapant ***101*77#**

www.moov.tg | Service clients : 777 (gratuit) ou 9999 7777 (payant)

ALLEMAGNE-TOGO: LA NOUVELLE IDYLLE UNE COOPERATION RENFORCEE ET 40 MILLIARDS FCFA D'AIDE ANNONCES AU TERME DE LA VISITE D'ETAT DE FAURE GNASSINGBE.

Le Président de la République Faure GNASSINGBE a achevé le 14 juin dernier, une visite d'Etat de presque une semaine en République Fédérale d'Allemagne (RFA). Ce séjour qui vient clore une importante séquence diplomatique d'un mois, avec la venue de deux ministres français à Lomé et d'une visite d'Etat en Chine, scelle les retrouvailles entre les deux pays et est annonciatrice d'une nouvelle ère dans leur coopération.

L'Allemagne et le Togo entretiennent des relations séculaires, nées de l'époque coloniale. Elles atteindront leur pic dans les années 80, entretenues et alimentées par la proximité entre feu Gnassingbé Eyadéma et Franz Joseph Strauss, ancien président de la Bavière entre 1978 et 1988. Le processus démocratique tumultueux des années va être à l'origine de la brouille entre les deux pays, la RFA à l'instar de la communauté internationale, sanctionnant le Togo pour « déficit démocratique ». L'élection présidentielle de 2005 avec ses violences et l'incendie de l'Institut Goethe ont davantage éloigné les deux partenaires ; un rapprochement semblant alors très lointain.

REPRISE :

Cependant, dès 2007 une reprise timide s'est amorcée, raffermie progressivement au vu de l'évolution politique dans notre

pays et de la dynamique positive qui s'y installe. « Berlin souhaitait voir quelle direction et quels choix faisaient les autorités togolaises avant une reprise totale. Lomé les a rassurés sur ces deux plans » commente un diplomate allemand pour expliquer cette nouvelle ère de coopération. De fait, lors de son entretien avec Faure GNASSINGBE dans l'après-midi du juin au château de Bellevue à Berlin, le Président allemand Joachim GAUCK, un ami de l'Afrique comme il aime à se définir, celui-ci a salué l'excellence des relations d'amitié et de coopération entre les deux nations.

Même son de cloche chez la Chancelière Angela MERKEL qui a reçu quelques heures plus tard le Chef de l'Etat togolais. Les deux dirigeants ont évoqué la situation sécuritaire en Afrique de l'Ouest ; Mme MERKEL faisant part de sa préoccupation après les récentes attaques terro-

ristes dans cette région. Ils ont aussi parlé de l'immigration. L'Allemagne a accueilli de nombreux migrants venus principalement de Syrie, mais le flux est constant, notamment en provenance d'Afrique. L'Europe n'a pas une capacité d'absorption illimitée. La solution se trouve donc

sur le continent. La création de richesse et d'emplois est le meilleur moyen de freiner le phénomène à défaut de pouvoir le stopper complètement.

Elle a rendu hommage au rôle constructif que joue le Togo dans la région : l'engagement au sein de la Communauté écono-

mique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et dans les missions de paix des Nations unies, la coopération avec l'Union africaine (UA) en ce qui concerne la sécurité maritime, les missions de paix. Mais également à l'engagement du Président de la République en tant que coor-



Faure GNASSINGBE et Joachim GAUCK

LA BAVIERE AIME LE TOGO

Après Berlin, c'est à Munich, capitale de la Bavière que le Président de la République Faure GNASSINGBE ainsi que sa délégation ont posé leurs valises dans le cadre de la visite d'Etat qu'il a effectuée en Allemagne. Il s'y est entretenu avec Horst SEEHOFER, Premier ministre bavarois et président de l'Union chrétienne-sociale (CSU) en Bavière.

Les échanges ont porté sur la coopération bilatérale avec la volonté affichée d'inciter les grandes entreprises locales à investir au Togo. La crise des migrants a aussi été abordée. Une question sensible ici car la Bavière accueille une grande partie des réfugiés arrivés récemment en Allemagne. Le Chef de l'Etat a par ailleurs rencontré Ilse Aigner, vice-Premier ministre de Bavière et ministre de l'Economie ainsi que le ministre de l'Intérieur, Joachim Hermann. Un banquet a été offert en son honneur au château de l'ancien roi de la Bavière.

Cependant la visite à Munich aura surtout été marquée par le Forum économique en présence de plus de 200 hommes d'affaires. M. Gnassingbé s'y est félicité de la vitalité de la coopération entre l'Allemagne et le Togo tout en se disant convaincu que le secteur privé doit apporter sa contribution à cette coopération. Il a salué les entreprises allemandes installées au Togo et notamment Heidelberg Cement. Par ailleurs, il a fait le constat de la croissance retrouvée du Togo et de

l'amélioration constante du climat des affaires que ce soit à travers les classements du rapport Doing Business ou le niveau d'investissements étranger.

Il a en outre réaffirmé les ambitions du Togo qui se veut un hub vers l'Afrique de l'Ouest. Ceci se matérialisant par le développement d'infrastructures portuaires et aéroportuaires de très grande qualité. Dans ce contexte, il a invité les investisseurs allemands à venir accompagner le Togo dans sa marche vers le progrès. Plusieurs personnalités ont participé à ce Forum, notamment Ilse AIGNER, vice-président du Land et ministre de l'Economie, Bernadette LEGEZIM-BALOUKI, ministre du Commerce et de l'Industrie, et de Aibly BIDAMON, le ministre des Mines et de l'Energie qui ont chacun prononcé une allocution. Plusieurs thématiques furent au programme : les relations politiques et économiques entre le Togo et l'Allemagne, le Togo comme marché d'entrée dans l'espace Cédéao et la stratégie en matière énergétique.

Des hommes d'affaires allemands actifs au Togo ont également pris la parole.

Pour rappel, la Bavière est le berceau d'entreprises comme Allianz, Bauer Group, BMW, MAN, Audi, Siemens. De nombreuses industries de pointe, plutôt axée sur l'ingénierie sont installées dans cette région.

Avec un produit intérieur brut de 488 milliards d'euros, elle devance 21 des 28 états membres de l'UE. La performance économique de 38 429 euros par habitant est également nettement supérieure à la moyenne allemande et européenne (2013).

En tant que marché mondialement ac-

tif, la Bavière abrite non seulement des acteurs mondiaux, mais aussi une forte proportion de PME dans l'industrie, le commerce et les services.

C'est pour cette raison que les investisseurs y trouvent un large choix de fournisseurs compétitifs, de clients et partenaires de coopération potentiels. Elle est en position nationale et internationale dans presque toutes les nouvelles technologies.

La Bavière est un partenaire traditionnel et historique du Togo. L'ancien président Gnassingbé Eyadéma et Franz Joseph Strauss, président du Land de 1978 à 1988 entretenaient des liens d'amitié étroits.

Le 'taureau de Bavière' avait d'ailleurs effectué de nombreux séjours à Lomé.



Faure GNASSINGBE visitant l'usine de BMW

ALLEMAGNE-TOGO:

✎ Jean-Paul AGBOH

QUE CONTIENT L'ACCORD INTERVENU ENTRE LES DEUX PAYS ?

Il s'agit essentiellement d'un engagement financier de la RFA pour la période 2016-2017, avec d'une part 54 millions d'euros dont 27 millions pour les projets/programme de la coopération financière et 27 autres pour les projets/programmes de la coopération technique. Et d'autre part, 10 millions pour le secteur de l'énergie répartis en 8 millions pour la coopération financière et 2 millions en coopération technique.

Pour les secteurs devant bénéficier de cet engagement financier en hausse de 30% par rapport à l'année précédente, L'Accord définit des pôles considérés comme prioritaires, notamment la formation professionnelle dotée de 12,5 millions d'euros, dont 7 au titre de coopération financière et 5,5 à celui de coopération technique.

L'appui à la décentralisation et à la bonne gouvernance est considéré également comme prioritaire et bénéficiera d'une enveloppe de 13 millions, dont 8 au titre de la coopération financière et 5 à celui de la coopération technique. Le développement rural y compris l'agriculture fait partie des pôles prioritaires et recevra une enveloppe de 15,5 millions d'euros, répartis en raison de 10 millions pour le programme d'appui aux pistes rurales et 5,5 en faveur de la coopération technique.

En dehors des pôles prioritaires, deux autres ont été par ailleurs retenus, notamment le secteur de la santé financé à hauteur de 6 millions d'euros qui seront engagés

dans la coopération technique, ainsi que l'énergie qui bénéficiera de 2 millions d'euros en coopération financière et 4 millions en coopération technique

AUTRES SECTEURS RETENUS :

En sus de ces financements, la RFA s'est engagée à prendre des initiatives pour la restauration des paysages forestiers africains ; de même qu'en faveur d'une économie cacaoyère et agro-alimentaire durable de petites exploitations.

Dans le cadre d'un projet régional dénommé ProSport / Sport et Développement en Afrique, l'Allemagne va réaliser des activités concentrées sur les communes de Sokodé, de Kpalimé, de Tsévié et de Kara. Il s'agit de mesures d'infrastructures et d'équipements pour des activités sportives, celles de formation et renforcement des capacités des compétences locales pour promouvoir les activités dans le domaine du « sport et développement » de manière durable, ou



Echange de documents entre Robert DUSSEY et Gerd MÜLLER

encore l'utilisation judicieuse des terrains de sport et leur animation dans le cadre des activités de « sport et développement » ; toutes constituant les trois volets du programme.

La RFA appuiera le Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture en Afrique (PD-DAA) / Education et de la Formation Technique et Professionnelle dans le secteur agricole (EFTPA)

et dans une initiative qualifiée de spéciale par le protocole d'accord, allouera des fonds supplémentaires pour le Togo dans le cadre de l'initiative spéciale « Un seul Monde sans faim ».

Figure enfin dans l'Accord, une aide à la formation militaire ainsi qu'une formation linguistique d'allemand préparatoire pour les forces armées au lycée militaire de Tchitchao à partir de juillet 2016

Notons que les négociations intergouvernementales sur la coopération au développement entre le Gouvernement de la République togolaise et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne ayant abouti à la signature de cet accord ont eu lieu du 31 mai au 1er juin 2016 à Berlin. Elles se sont déroulées selon les deux délégations, dans une atmosphère amicale et de coopération de qualité.

LA NOUVELLE IDYLLE

(Suite de la page 4)

dirigeant du programme de la CEDEAO pour la lutte contre la maladie à virus Ebola.

Mais surtout, le chef de gouvernement allemand a souligné que son pays appréciait à leur juste valeur les avan-

cées démocratiques et économiques de son ex-colonie, souhaitant amplifier la relation bilatérale. Le Gouvernement allemand a rendu hommage à l'élection présidentielle organisée avec succès en 2015 et reconnue par la communauté

internationale, qui a été menée de manière pacifique et libre. Pour lui, la prochaine étape importante sera désormais la tenue des élections locales prévues depuis un certain temps.

Il le considère comme un facteur d'importance pour la réussite du développement du Togo et la mise en œuvre des programmes bilatéraux, notamment du programme « Bonne gouvernance et décentralisation ».

En attendant, il a salué la feuille de route de la décentralisation et des élections locales élaborée par le Gouvernement togolais et l'a encouragé à la mettre en œuvre à l'aide de jalons disposant d'un calendrier clair. « Le Togo est sur la voie du progrès, les résultats sont très encourageants et l'Allemagne est naturellement disposée à s'engager pour la réussite de cet ambitieux projet » a ainsi résumé Angela MERKEL. Cet après-midi très politique du 09 juin a été clôturé par la rencontre avec le président du Bundestag, le Parlement fédéral allemand, monsieur Norbert LAMMERT, avant une promenade en bateau sur la Spree en compagnie du ministre de la Coopération, Gerd Müller.

« LE TOGO, UN PAYS SERIEUX AUX INSTITUTIONS STABLES »

Pour illustrer cette nouvelle ère de relation bilatérale et encourager les progrès économiques et politiques réalisés, un protocole d'accord a été signé entre les deux pays (lire par ailleurs) à l'Hôtel ADLON à Berlin. Paraphé côté togolais par le ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration africaine Robert DUSSEY et celui allemand par son homologue en

charge de la Coopération économique et du Développement Gerd MÜLLER, il porte sur un montant de 40 milliards de FCFA (64 millions d'euros) et fait suite aux négociations intergouvernementales entamées plusieurs semaines auparavant.

Il couvre pour la période 2016-2017, différents secteurs dont la santé, l'énergie, la formation professionnelle, la promotion de l'emploi, la décentralisation, le développement rural etc.... Cette aide est en hausse de plus 30% par rapport à l'année précédente et va au-delà des projections de la délégation. Dans son intervention, Mr MÜLLER a indiqué que cet accord est l'expression de la reconnaissance par son pays des efforts et des réformes réalisés par les autorités togolaises en matière de bonne gouvernance.

Avant de lancer : « je demande à nos partenaires de l'Union européenne, principalement la France et le Royaume-Uni de considérer le Togo comme un Etat sérieux, aux institutions stables, qui mérite d'être prioritaire dans leurs programmes d'aide publique au développement. »



Récépissé n° 0326 / 18 / 10 / 07 / HAAC du 18 / 10 / 07

Adresse : BP. 431 Lomé
Tél. +228 2235 7766 E-mail: focusinfos@yahoo.fr

- **Directeur de Publication**
Ekpé K. AGBOH AHOUELETE
- **Rédaction**
Albert AGBEKO : Secrétaire de rédaction
Ayi d'ALMEIDA : Resp. Desk Politique
Ibrahim SEYDOU
- **Collaboration**
Salomon WILSON
Francis Komi AYIDA
Franck EKON
Essénam KAGLAN

- Wilfried ADEGNIKA
- **Distribution**
Bernard ADADE
- **Maison du journalisme**
Casier N°49
- **Imprimerie**
Imprimerie 1 Rois 17
BP. 8043 Lomé Togo
Tél. +228 90054237
99587773

- **Conception**
Focus Yakou Sarl
Tél: +228 22 26 01 91
+228 22 19 78 20
Lomé Togo
- **Tirage**
2500 exemplaires

ALLEMAGNE-TOGO:

FIASCO DE L'APPEL A MANIFESTER CONTRE LA VENUE DE FAURE GNASSINGBE A BERLIN

Au troisième jour de sa visite en Allemagne, le Président de la République a, comme il l'avait fait lors de son séjour en Chine quelques jours plutôt, rencontré la diaspora togolaise dans un grand hôtel de Berlin. De nombreux compatriotes vivant sur le sol allemand dans les différents lands, de même que plusieurs autres installés dans les pays voisins, ont fait le déplacement pour échanger avec Faure GNASSINGBE.

Dans une ambiance conviviale et fraternelle, ils ont salué l'initiative de cette rencontre et remercié le Chef de l'Etat pour sa disponibilité et son engagement permanent en faveur du Togo.

Ils ont saisi l'occasion pour exprimer un certain nombre de souhaits, allant dans le sens de l'amélioration des conditions de leur retour, du cadre de leur investissement. Le numéro 1 togolais les a assurés de la prise en compte de leurs préoccupations et les a engagés à participer au développement de leur pays d'origine.

ECHEC :

Quelques jours avant l'arrivée de Faure GNASSINGBE à Berlin, un

communiqué appelait les Togolais vivant en Allemagne à manifester le « 09 juin 2016 à 14 heures devant Schloss Bellevue (résidence du président allemand) pour dire : « stop aux aides qui ne profitent guère aux populations togolaises ; que l'argent du contribuable allemand ne doit pas financer la dictature au Togo » etc.

Signé par Ali AKONDOH, ancien rédacteur en chef de la « Lettre de Tchaoudjo », cet appel entendait mobiliser contre la visite d'Etat de monsieur GNASSINGBE. Au final, ils n'étaient qu'à peine une dizaine parmi les milliers de Togolais vivant en Allemagne à manifester aux portes de la résidence de Joachim GAUCK.

Trois d'entre eux seront brièvement interpellés et détenus par la police allemande pour « avoir tenté de forcer le cordon de sécurité des forces de l'ordre allemandes. » Pour expliquer ce fiasco, les organisateurs prétendent avoir sursis à manifester sur demande expresse du Président de la République, qui se serait engagé à considérer leurs revendications à son retour à Lomé.

« Ridicule » commente un membre de la délégation qui dément une telle demande du Chef de l'Etat et



Poignée de manifestants face au cordon sécuritaire

insiste sur le fait « que chacun a la liberté de manifester et d'exprimer son opinion ; le Président respecte cela. »

« Cependant, leur explication est fallacieuse et n'a d'autres buts que de masquer l'échec de leur mani-

festation.

Au fond, les Togolais dans leur majorité, y compris ceux de la diaspora ont compris que les choses changent et que les vieux disques de certains ne font plus danser personne » conclue-t-il.

LES PAYS AFRICAINS LES PLUS PAISIBLES ET LES PLUS DANGEREUX EN 2016, SELON L'INSTITUTE OF ECONOMICS AND PEACE

L'île Maurice est le pays le plus paisible en Afrique, selon l'étude «Global Peace Index 2016» publiée le 10 juin par l'Institut pour l'économie et la paix (Institute of Economics and Peace), un think tank australien, rapporte l'agence Ecofin. Le Togo est classé 13e sur 50.

L'archipel de l'océan indien qui arrive à la 23e position à l'échelle mondiale, avec un score de 1,559 points, est mieux classé que l'Italie, le Royaume Uni, la France et les Etats Unis.

Le Botswana (28e au classement mondial) occupe le deuxième rang à l'échelle africaine dans ce classement qui se base sur 23 indicateurs qualitatifs et quantitatifs qui évaluent principalement trois domaines: le niveau de sécurité d'une société, l'étendue des conflits internes ou internationaux et le degré de militarisation des Etats.

Madagascar (38e au classement mondial) occupe la troisième place à l'échelle africaine, devant la Zambie (40e à l'échelle mondiale), la Sierra Leone (43e), le Ghana (44e), le Malawi (45e), la Namibie (55e) et la Tanzanie (58e).

La Guinée Equatoriale (62e à l'échelle mondiale) ferme le Top 10 des pays les plus paisibles en Afrique. (Voir le classement complet des 50 pays africains étudiés ci-dessous).

Pour l'ensemble des 163 Etats et territoires pris en compte, l'étude de l'Institute of Economics and Peace montre une évolution «légèrement moins paisible» en 2016 (-0,53%) qu'un an plus tôt.

Les pays les plus paisibles à l'échelle mondiale sont l'Islande, le Danemark, l'Autriche, la Nouvelle-Zélande et le Portugal tandis que les pays les plus dangereux sont la Syrie, le Soudan du Sud, l'Irak, l'Afghanistan et la Somalie.

Le Global Peace Index 2016 révèle par ailleurs que le coût économique global de la violence

s'est élevé 13 600 milliards de dollars (calculé en parité de pouvoir d'achat) en 2015. Cela représente 13,3% du PIB mondial.

Dans le détail, le montant alloué aux dépenses strictement militaires est le plus élevé, à 6200 milliards de dollars. Viennent ensuite celles liées au renforcement de la sécurité intérieure à 4200 milliards, puis celles liées les crimes et les actes de violence à 2500 milliards. Les pertes directes dans les conflits sont, elles, évaluées à 742 milliards.

Les missions de maintien de la paix ne représentent que 2% du coût économique global de la violence.

Les pays africains les plus paisibles en 2016:

- 1-Maurice (23e)
- 2-Botswana (28e)
- 3-Madagascar (38e)
- 4-Zambie (40e)
- 5-Sierra Leone (43e)
- 6-Ghana (44e)
- 7-Malawi (45e)
- 8-Namibie (55e)
- 9-Tanzanie (58e)
- 10-Guinée Equatoriale (62e)
- 11-Lesotho (63e)
- 12-Tunisie (64e)
- 13-Togo (66e)
- 14-Mozambique (68e)
- 15-Sénégal (70e)
- 16-Bénin (72e)
- 17-Liberia (72e)
- 18-Gabon (79e)
- 19-Burkina Faso (88e)
- 20-Swaziland (90e)
- 21-Maroc (91e)
- 22-Gambie (92e)
- 23-Angola (98e)
- 24-Ouganda (101e)
- 25-Guinée (102e)
- 26-Algérie (108e)

- 27-Niger (113e)
- 28-République du Congo (114e)
- 29-Guinée-Bissau (116e)
- 30-Côte d'Ivoire (118e)
- 31-Ethiopie (119e)
- 32-Djibouti (121e)
- 33-Mauritanie (123e)
- 34-Afrique du Sud (126e)
- 35-Zimbabwe (127e)
- 36-Rwanda (128e)
- 37-Cameroun (130e)
- 38-Kenya (131e)
- 39-Erythrée (135e)
- 40-Tchad (136e)
- 41-Mali (137e)
- 42-Burundi (138e)
- 43-Egypte (142e)
- 44-Nigeria (149e)
- 45-RD Congo (152e)
- 46-Libye (154e)
- 47-Soudan (155e)
- 48-République centrafricaine (157e)
- 49-Somalie (159e)
- 50-Soudan du Sud (162e)

TOURISME :

✉ Ibrahim SEYDOU

COMMENT RELANCER LE SECTEUR QUI NE REPRESENTE QUE 2,2% DU PIB MALGRE LES ATOUTS ?

Lomé abritera les 21 et 22 juin prochain le Forum Africain sur l'Investissement Hôtelier (AHIF). L'organisation dans le pays de ce grand rendez-vous d'investisseurs internationaux, d'opérateurs économiques et d'officiels, illustre la volonté des pouvoirs publics togolais de miser sur la relance du tourisme, qu'ils considèrent comme vecteur de croissance et d'emplois. A quelques jours de l'évènement, Focus Infos consacre un dossier sur le secteur qui, globalement, contribue pour 2,2% de PIB par an.

Après une décennie de crise sociopolitique qui a complètement sinistré le secteur, le tourisme au Togo est en pleine relance, même si la reprise est plus ou moins timide. Selon le Conseil Mondial du Voyage et du Tourisme, il créerait 79.000 emplois directs et indirects en 2016, en progression par rapport à l'année précédente. Près de 450.000 touristes, y compris d'affaires sont attendus sur la même période, tandis que sa contribution au PIB reste encore modeste, au vu des atouts du pays.

De fait, il existe une volonté politique de développer le potentiel touristique existant, illustrée par plusieurs décisions prises depuis quatre (04) ans. Notamment la création d'un ministère à part entière, l'élaboration d'un Plan directeur ou encore la confirmation par la Stratégie de Croissance Accélérée et de Promotion de l'Emploi (SCAPE) 2013-2017 du tourisme comme un des "secteurs à forte potentialité de croissance".

L'expertise d'une série de structures intervenant dans le secteur vient renforcer cette volonté politique. C'est le cas du Service des Statistiques du Tourisme qui a acquis une certaine expérience en la matière, tout comme l'Administration Nationale du Tourisme (ANT) qui fonctionne depuis plusieurs années et dont un nombre important d'agents, est familiarisé avec les missions. En créant en 2010 la Commission Nationale d'Agrément et de Classement des Etablissements de Tourisme (CNACET), le Togo a permis d'améliorer la connaissance des opérateurs touristiques en activité. Les taxes sur les activités touristiques et hôtelières (séjour, apprentissage) permettent de financer des actions de promotion et de développement.

Le secteur privé n'est pas du reste. Plusieurs associations de type communautaire prennent des initiatives et interviennent dans le domaine (gestion et aménagement des sites, guidage, etc.) ; quelques-unes jouent même le rôle d'agences réceptives.

En outre, le secteur attire de nombreux promoteurs privés, prêts à investir dans l'hôtellerie. A la disposition de ces derniers, la mise en place par le système bancaire local, des ressources à long terme pour le

financement, souvent méconnues des promoteurs.

Le secteur dispose également de ressources humaines bien formées. C'est un système de formation hôtelière et touristique, essentiellement privé, cependant assez complet quant aux niveaux et aux métiers.

Parmi les atouts pour son développement touristique, il faut noter que le Togo, à travers sa capitale Lomé est de plus en plus reliée aux grandes villes en Afrique et à plusieurs destinations dans le monde. La compagnie ASKY qui en a fait son hub le met au centre de plusieurs dessertes. La réhabilitation de l'aéroport de Niamtougou pour développer le transport aérien intérieur, associé au réseau routier actuel en pleine rénovation, permettra de relier Lomé aux principales villes du pays et aux pays voisins (Bénin, Ghana et Burkina Faso) et de desservir la quasi-totalité des sites.

De même, un réseau ferroviaire conséquent mais abandonné vers Kpalimé et Blitta et un matériel roulant potentiel en gare de Blitta et de Lomé, viennent compléter le dispositif. Sur un autre plan, les formalités d'entrée au Togo sont simplifiées et les contrôles de police réduits au minimum.

La conséquence de l'existence simultanée de ces atouts sur un territoire aussi réduit est que le Togo est en mesure d'aspirer à un développement touristique relativement important, du fait de la multiplicité et de la diversité de ses potentialités, du caractère d'authenticité qu'il a su conserver.

PARC D'HEBERGEMENT :

Alors qu'il ne comptait que 275 établissements hôteliers en 2004, le Togo en recensait 505 à la fin 2014 ; soit une progression de plus de 82% selon les statistiques officielles. Ces établissements comptabilisaient 7576 chambres pour 8 000 lits. Ce chiffre n'avait guère évolué sur les trois précédentes années, de 2011 à 2014. Mais sur 10 ans, c'est un bond de 60% qu'a connu le nombre de chambres disponibles, tandis que celui de lits augmentait de 10%. L'arrivée des chaînes comme ONOMO, la réhabilitation du 2 Février repris par Radisson Blu,

celle du Sarakawa ou encore de l'hôtel du Golfe ont relevé le standing du parc hôtelier.

En 2014, les hôtels ont accueilli 320.513 clients, soit un taux d'occupation encore très faible de 25% environ, dont 260 731 arrivées internationales soit 81% et 57 617 nationales soit 19% environ. L'apport à l'économie représentait 6,80 milliards il y a 10 ans. Aujourd'hui, l'hôtellerie fait un chiffre d'affaires d'environ 30,43 milliards de FCFA.

DE NOMBREUX DEFIS :

Plusieurs problèmes cependant se posent au secteur du tourisme au Togo, recensés par le Plan Directeur de Développement et d'Aménagement Touristique.

D'abord la dégradation et l'absence de mise en valeur des sites touristiques qui, en outre, sont souvent d'un accès difficile, et dont les conditions de visite manquent d'intérêt la plupart du temps. Ensuite, l'insuffisante prise en compte du tourisme dans l'action des pouvoirs publics se traduit par des crédits de fonctionnement et d'investissement de l'Administration Nationale du Tourisme (ANT) très

insuffisants. En outre, la faiblesse des moyens matériels et humains du Ministère du Tourisme ne lui permet pas de jouer correctement son rôle (statistiques du tourisme, aménagement des sites, réglementation, classification et contrôle des établissements, promotion touristique, etc.). Enfin l'insuffisance du niveau de formation et du niveau de qualification professionnelle, tant au niveau des administrations publiques que des opérateurs privés, ainsi que l'inadéquation du système de formation par rapport aux besoins.

Ces contraintes constituent incontestablement des freins puissants pour la mise en route d'une politique de développement touristique durable du Togo. Tant qu'elles ne seront pas supprimées ou, au moins, réduites, le développement touristique restera bloqué selon les experts.

De fait, au terme du Plan directeur, la volonté politique de faire du tourisme une priorité ne s'est pas vraiment traduite dans les faits depuis 2009, ni en termes de financements accordés au secteur, ni en termes de reconnaissance de la place de l'Administration Nationale du Tourisme. Les statistiques courantes sont de mauvaise qualité, les hôteliers ne fournissant que de manière très incomplète les informations sur leur activité

Les fiches des entrées d'étrangers aux frontières ne font pas l'objet d'un traitement et d'une exploitation statistiques. De nombreuses fonctions primordiales sont mal ou pas du tout assurées par le Ministère du Tourisme comme, outre les statistiques, l'aménagement des sites ou la promotion.

L'ANT n'exerce pratiquement aucun contrôle sur les professions du tourisme et de l'hôtellerie, ni a priori avant le démarrage des projets, ni a posteriori avec la mise en œuvre d'une classification des établissements. Le dispositif réglementaire est obsolète et n'est pas appliqué. L'ANT n'est pas du tout déconcentrée au niveau régional et/ou local.

Les associations locales ne sont absolument pas assistées ni contrôlées et leur action peut avoir des effets négatifs.

Les montants alloués par le budget général de l'État au Ministère du Tourisme sont dérisoires, aussi bien pour le fonctionnement que pour les investissements.

Le produit des taxes sur l'activité touristique n'est pas utilisé pour le développement du secteur.

Le Code des Investissements ne prévoit aucune incitation spécifique pour le secteur du tourisme. Les conditions de l'offre et de la demande ont beaucoup évolué depuis la fin des années 80 et il ne saurait être question de répéter les expériences passées.

Le savoir-faire acquis commence à da-

STATISTIQUES HOTELIERS DU TOGO : 2004-2015												
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
ARRIVEES	96 899	93557	102264	102281	87587	183086	251696	325663	297957	345043	320513	303000
INTERNATIONALES	82 686	80763	94096	86165	73982	149945	202044	245594	225890	326833	260731	
NATIONALES	14 213	12794	8168	16116	13605	33141	49652	80069	72067	57622	57617	
NUTEES	212355	181758	224375	220020	238624	413434	511111	704107	670924	827830	753779	
INTERNATIONALES	182627	157003	208869	191981	208827	317644	420516	520332	507229	795181	603387	
NATIONALES	29728	24755	15506	28039	29797	95790	90595	183775	163695	190254	150392	
DMS	2,1	1,9	2,1	2,1	2,7	2,3	2,0	2,2	2,2	2,4	2,4	
INTERNATIONALES	2,2	1,9	2,2	2,2	2,8	2,1	2,1	2,1	2,2	2,4	2,3	
NATIONALES	2,0	1,9	2,1	1,7	2,2	2,9	1,8	2,3	2,3	3,3	2,6	
TOC(%)	10,1	9,3	10,7	9,7	9,8	13,0	16,3	14,6	24,6	29,7	25,5	
CAPACITE D'HEBERGEMENT												
NOMBRE DE CHAMBRES	4728	4941	5201	5404	5557	6017	6077	7576	7576	7576	7576	
NOMBRES DE LITS	7216	7636	7803	8002	8155	6177	6237	8000	8000	8000	8000	
RECETTES (MILLIARDS DE FCFA)	6,80	7,70	10,20	11,80	11,10	16,59	16,06	20,50	27,69	33,89	30,43	26,00
EMPLOIS	1385	1437	1577	1581	1581	1617	1803	4346	4346	4346	4346	
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	275	290	307	324	336	382	394	501	501	501	501	

Source : Division de la statistique

DMS : Durée moyenne de séjour

Toc : Taux d'occupation

(Suite page 8)

TOURISME : (Suite de la page 7)

ter et à être obsolète. Il pourrait disparaître si la relève n'est pas assurée rapidement. De nouveaux promoteurs hôteliers investissent puis se lancent dans la gestion de leur établissement sans expérience préalable et même sans aucune connaissance des bases fondamentales de la profession.

Le niveau des prestations des hôtels et restaurants est médiocre. Le système de formation est insuffisant qualitativement et quantitativement et n'est pas vraiment adapté à la nature et à l'ampleur des besoins.

Le Ministère du Tourisme n'est pas en mesure de définir sa politique en matière de formation et d'établir un dialogue sur le fond avec les deux autres

ministères concernés (enseignement technique et formation professionnelle d'une part et enseignement supérieur d'autre part).

Des établissements hôteliers non agréés, souvent obsolètes même s'ils sont récents, nécessitant une remise à niveau en matière de sécurité et d'hygiène et une adéquation aux normes de classement.

De nombreux hôtels privés se construisent à Lomé et dans les villes de l'intérieur ; souvent mal conçus, ils sont inadaptés aux contraintes du tourisme international.

Quelques hôtels de l'État sont encore en fonctionnement mais nécessitent une réhabilitation totale ; une solu-

tion rapide doit être trouvée pour ceux qui sont fermés. La faiblesse du trafic et l'absence de concurrence sur certaines lignes rendent les tarifs du transport aérien vers le Togo assez élevés.

Le réseau ferroviaire, en très grande partie à l'abandon, est soumis au pillage des rails. L'obtention des visas est relativement lourde et le visa communautaire des pays du Conseil de l'Entente semble avoir été abandonné.

Le réseau de téléphonie mobile reste insuffisant dans les endroits les plus reculés et celui de l'internet déficient dans les hôtels de l'intérieur. Quant au coût des communications téléphoniques internationales, il demeure

très élevé. L'environnement urbain (qualité architecturale, état de dégradation des bâtiments publics, propreté urbaine, pollution atmosphérique, ...) n'est pas satisfaisant, surtout à Lomé. Il n'existe pas de structure de coordination ayant compétence sur l'ensemble des problèmes dont dépend le développement du tourisme.

Sur le plan organisationnel, les hôteliers et les restaurateurs sont regroupés dans deux associations concurrentes, ce qui ne facilite pas le dialogue entre ces opérateurs et le secteur public.

Le Ministère du Tourisme n'est pas en mesure d'obtenir des opérateurs privés un consensus sur sa politique

de réglementation et de contrôle des professions.

A tout cela, il faut ajouter le fait que les événements sociopolitiques que le pays a connus au début des années 90 ont terni l'image qu'il avait acquise d'un pays calme et serein. La destination Togo est absente depuis plusieurs années des catalogues des principaux opérateurs européens et à fortiori américains et le pays n'a aucune image en tant que destination touristique.

Les documents de promotion utilisés sont obsolètes et inappropriés ; les moyens financiers pour promouvoir le pays dans les foires et salons spécialisés ou par d'autres formes d'action sont très nettement insuffisants.

Tableau non exhaustif mais représentatif des sites touristiques togolais.

Mémoires partagées	Patrimoine culturel		Patrimoine naturel		Activités liées à la nature	
	Archéologie Ethnologie	Musées	Faune	Découverte	Randonnées cotourisme	Sports et loisirs
<ul style="list-style-type: none"> Maison Wood d'Agbodrafo Bâtiments de la forêt de Missahôé Station TSF de Kamina 	<ul style="list-style-type: none"> Hts-fourneaux de Nangbani Grottes de Mamproug Fosse de Dung Peintures rupestres de Namoudjoga 	<ul style="list-style-type: none"> Musées régionaux Gares de Lomé et Atakpamé 	<ul style="list-style-type: none"> PN de Fazao PN Fosse aux lions Réserves de Oti Kéran / Oti Mandouri / Togodo sud 	<ul style="list-style-type: none"> Fazao : sentier de découverte et d'interprétation 	<ul style="list-style-type: none"> Aménagements de loisirs sur le littoral Aménagements lagunaires de Lomé 	<ul style="list-style-type: none"> Atakora : sites de parapente et escalade Trekking Pêche au gros

TRANSIT LE LONG DES CORRIDORS:

✎ Ibrahim SEYDOU

LA CEDEAO SE CONCERTE POUR SUPPRIMER LES DIFFICULTES

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et le Groupe de la Banque mondiale ont co-organisé un atelier technique au Ghana les 7 et 8 juin dans le cadre du Projet d'amélioration et de facilitation du commerce en Afrique de l'Ouest. Ce projet vise à supprimer les difficultés du transit sur les principaux corridors commerciaux de l'Afrique de l'Ouest, au terme d'un communiqué publié à l'issue de la rencontre.

Plus de 40 participants, y compris des représentants des Commissions de la CEDEAO et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), de l'Union européenne, du Groupe de la Banque mondiale et des acteurs des secteurs public et privé des trois principaux corridors commerciaux du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Niger et du Ghana, ont pris part à cet événement de deux jours.

« La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest est déterminée à mettre en œuvre des programmes qui facilitent l'intégration régionale et à en faire profiter le secteur privé et les populations de l'Afrique de l'Ouest », a affirmé M. Louali Chaïbou, Commissaire du Commerce, des Douanes et de la Libre Circulation – à la Commission de la CEDEAO.

L'événement a réuni les acteurs exerçant sur ces corridors commerciaux

afin qu'ils discutent des meilleures pratiques dans la mise en œuvre de réformes de nature à faciliter le commerce. Les thèmes principaux suivants : amélioration du flux du commerce de transit par la gestion des corridors commerciaux ; l'efficacité des ports et des passages frontaliers ; mécanismes d'échange d'informations douanières entre pays voisins ; renforcement de la transparence des procédures commerciales ; et promotion de la collaboration entre les autorités nationales de contrôle aux frontières.

Le résultat attendu était de discuter et de se mettre d'accord sur un plan d'action de réforme pour améliorer la facilitation de commerce le long des principaux corridors.

« Le fait que l'Union européenne finance cet événement témoigne de l'importance que nous accordons à la promotion du secteur privé en tant que

moteur du développement économique et social de l'Afrique de l'Ouest. Notre appui à l'amélioration des conditions du commerce constitue une priorité de la coopération de l'UE avec la région », a déclaré Delphine Aupicon, Chargée de programme / Section Macro-économie et Commerce qui a représenté l'Ambassadeur William Hanna, Chef de la Délégation de l'Union Européenne au Ghana.

Le Projet d'amélioration et de facilitation du commerce en Afrique de l'Ouest est une initiative quadriennale lancée en novembre 2014. Ce projet de €3,5 million entend aider la CEDEAO à améliorer le commerce en Afrique de l'Ouest et, plus particulièrement, le commerce de transit le long des principaux corridors commerciaux de la région. Il met l'accent sur la réduction des délais et des coûts du commerce, ainsi que sur le renforcement de la coopération et de la coordination entre les



Les Etats membres de la CEDEAO

autorités de contrôle aux frontières, afin de favoriser une meilleure circulation des biens au sein de la région et avec les partenaires commerciaux internationaux.

« Les pays d'Afrique de l'Ouest disposent d'un énorme potentiel pour renforcer leur compétitivité et accroître leurs flux commerciaux, toutes choses qui sont susceptibles de générer de la croissance, de réduire la pauvreté et de créer des emplois dans la région.

Le Groupe de la Banque mondiale se réjouit de travailler en partenariat avec des organisations régionales, les États membres, le secteur privé et les partenaires au développement pour aider ces pays à supprimer les difficultés du transit le long des principaux corridors commerciaux et à améliorer leur compétitivité dans l'économie mondiale », a indiqué Ronke-Amoni Ogunslire, Directeur d'IFC pour le Bénin, le Burkina Faso, le Ghana, le Niger et le Togo.

TIC: LE TOGO PARIE SUR HUAWEI

Le Gouvernement togolais a fait du développement des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) une priorité, convaincue qu'elle constitue un vecteur sûr de croissance et d'emplois sur le court terme, tout en étant un secteur à forte potentialité pour l'économie dans le futur. A la recherche de partenaires, il mise sur HUAWEI, le géant chinois. Lors de sa visite d'Etat effectuée du 29 mai au 02 juin dernier en Chine, Faure GNASSINGBE s'est rendu à son siège dans la ville de SHENZHEN.

Le président de la République a visité le 2 juin 2016 le siège de Huawei à Shenzhen. Il s'est entretenu avec son vice-président monsieur Li Dafeng. Les deux parties ont longuement échangé sur le renforcement de la coopération dans le domaine des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). L'objet était de mettre en place un cadre pouvant aider le Togo à développer une bonne infrastructure des TIC ainsi que la construction d'un réseau électrique performant.

A l'issue de la rencontre, le Président Faure a salué l'innovation permanente qui caractérise l'entreprise chinoise. « C'est ma troisième visite ici. Et chaque fois, on en apprend de nouveau. La mise en valeur des technologies de pointe, l'investissement continu dans la recherche y sont permanents et m'impressionnent » a-t-il déclaré. « Huawei est une entreprise d'excellence. J'espère qu'elle participera à la construction des infrastructures nationales des TIC au Togo afin d'y stimuler le développement de l'économie numérique » a ajouté le dirigeant togolais.

Pour le vice-président Li Dafeng, le Togo a maintenu au cours des dernières années un développement économique constant et rapide et fait de remarquables réalisations. « Huawei est prêt à partager avec votre pays les expériences cumulées au fil des années dans le domaine des TICs, à respecter le concept de coopération gagnant-gagnant, et à renforcer la construction d'une bonne infrastructure des TICs au Togo. Tout comme notre entreprise est disposée à aider le Togo dans la formation des talents dans ce domaine » a-t-il confié au Président de la République.

Monsieur Li Dafeng a offert au nom de HUAWEI, une formation gratuite en TIC en Chine à 20 futures graines togolaises (seeds for future.) Après 2004 dans la même ville et 2010 à Shanghai au Centre de Recherches, c'est la troisième fois que Faure GNASSINGBE visite les installations de HUAWEI.

UN GEANT :

HUAWEI est une entreprise présente



Faure et Li dafeng lors de la cérémonie de don

dans 170 pays à travers le monde. Elle occupe le 228^e rang sur 500 au classement mondial des fortunes globales. C'est 176.000 employés dans le monde et 79 000 dans la Recherche et Développement (RD), répartis dans les 16 Centres de RD et les 36 Centres d'innovation conjoints.

Il est numéro 1 mondial sur le marché des opérateurs et travaille

avec 45 des 50 premiers parmi eux. HUAWEI propose des solutions innovantes dans le domaine des transports, de l'énergie, de l'électricité et des finances. En mettant l'accent sur les industries valorisées, elle figure aujourd'hui dans le TOP 3 des fournisseurs mondiaux sur le marché des entreprises. Sur le marché des smartphones, elle est également dans le TOP 3

avec plus de 100 million d'unités.

HUAWEI a investi environ 38 milliards de dollars dans la R&D au cours de la dernière décennie (2006-2015) et déposé 50377 brevets. Elle est membre de plus de 300 organisations de normalisation, d'alliances industrielles et de communautés open source.

FIERE D'ETRE YAMAHA

520.000* FCFA TTC

* Stock limité. Prix hors frais d'immatriculation et assurance.

ELECTRICITÉ:

PLUS DE 60% DES BRANCHEMENTS SONT DES TOILES D'ARAIGNÉES DANS CERTAINES ZONES. VERS LA FIN DES RÉSEAUX SAUVAGES ?

La demande en énergie électrique reste forte à Lomé avec une offre qui ne suit toujours pas la tendance face à l'extension de la ville. De fait, dans plusieurs banlieues de la capitale, les branchements sauvages appelés « toiles d'araignées » continuent de prospérer, malgré les nombreux risques. Une situation que tente de réguler le Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET).

L'extension du réseau électrique de la CEET est encore loin de satisfaire l'importante demande dans plusieurs localités du Togo. Le boom démographique qui a entraîné la naissance de nouvelles zones, notamment autour de la capitale, associé aux investissements qui ont tardé à venir et à anticiper le développement des villes, ont tôt fait de priver des pans entiers du pays d'un branchement régulier au réseau.

Les populations y recourent donc à des branchements clandestins appelés « araignées ». Ceux-ci, quoique considérés par la CEET d'« anarchiques », se développent à un rythme effréné et exponentiel, d'autant plus que certains ménages ayant accès au réseau régulier, préfèrent le clandestin.

Chez l'électricien togolais, la persistance et le développement du phénomène devient de plus en plus inquiétant et l'on est décidé à y mettre fin, non pas seulement pour les risques graves qu'il présente, mais aussi pour la perte de chiffres d'affaires qu'il entraîne pour la compagnie.

ERADIQUER LE PHENOMENE.

Depuis un mois, la CEET a mis en place à Lomé une campagne destinée à éradiquer les « araignées » comme nous le confirme Peace Akpéné ADJIGO, directrice commerciale et de la clientèle : « la compagnie veut combattre ce phénomène à tout prix. Cela passe par les usagers. Nous leur proposons de se régulariser. » w

Pour bénéficier de la campagne et disposer d'un compteur personnel, le client devra s'identifier. Le coût de la régularisation va-

la CEET, se développe un autre réseau caractérisé par une multitude de poteaux dressés sans précautions ni harmonie, avec des fils qui



Branchements « araignées »

rie selon les situations entre 12.000 FCFA et 35.000 FCFA. « Notre ambition est de sécuriser le réseau de fourniture électrique dans les zones à forts branchements illicites », explique-t-on à la CEET.

Le projet sera à terme étendu à tout le territoire national. Objectif : sécuriser le réseau de fourniture électrique dans les zones à forts branchements illicites et étendre le réseau aujourd'hui estimé à 260.000 clients.

En attendant, de Kégué à Sagbado, en passant par Avédji, Adidogomé, ou encore Agoè, les « araignées » constituent la norme pour beaucoup de ménages et plus de 60% des branchements selon certains chiffres.

UN SYSTEME...

Difficile parfois de repérer le vrai réseau électrique dans les quartiers précités. En parallèle à l'officiel de

s'entremêlent. Pourtant, beaucoup ici en vantent les mérites. « De toutes façons, nous n'avons que cette alternative -là » s'y justifie -ton souvent.

A Adidogomé, Sagbado, sur cinq ménages, trois s'alimentent en « araignée ». Tous sont desservis par des fils branchés au compteur d'un abonné au réseau de la CEET. La technique est des plus simples. « Il ne nous a pas été difficile de nous brancher sur le réseau de notre voisin d'en face.

Nous n'avons eu besoin que d'une additionneuse et de fils téléphoniques », explique madame Ayawa, mère de famille qui soutient ne pas « avoir suffisamment de moyens pour se procurer un compteur de la CEET ».

Plusieurs ménages justifient leur choix du réseau anarchique par leur faible pouvoir d'achat qui ne leur permet pas de payer

le coût d'un poteau électrique devant les alimenter. D'autres évoquent les difficultés rencontrées dans le processus d'obtention d'un compteur auprès de la CEET.

Au final, c'est une forme de chaîne de solidarité qui se développe entre « le fournis-

seur d'électricité » auprès de qui les voisins viennent se brancher et à qui ils paient leur consommation à la fin du mois. Bien évidemment, la solidarité n'implique pas la philanthropie et certains y ont vite décelé un filon à exploiter.

Ainsi, certains détenteurs

LES RISQUES.....

S'il est critiqué par les autorités et les responsables de la CEET, ce n'est pas simplement à cause du manque à gagner. Le phénomène des toiles d'araignées présente d'énormes risques. Illustration le mois dernier à Adidogomé avec l'électrocution d'un jeune garçon qui n'a pu être sauvé que de justesse. Les témoins racontent l'énorme risque que celui-ci a pris de sécher ses habits sur les fils d'araignées qui desservent sa maison.

Ces branchements, réalisés souvent par des « jeunes électriciens » peu formés selon plusieurs témoignages, n'offrent aucune garantie, avec des normes sécuritaires peu respectées ou simplement foulées au pied.

Le matériel est souvent de mauvaise qualité et des poteaux généralement de simples longs arbres dressés

sans précaution. Résultats : des courts-circuits réguliers, des électrocutions, des incendies sans oublier les querelles de voisinage pour surfacturation.

Il n'est pas non plus rare de retrouver plusieurs maisons dans ces quartiers plongées dans le noir ou avec un faible éclairage une fois la nuit tombée. Sur le « réseau » de Frédéric par exemple, il y a souvent des baisses de tensions. Une situation due au nombre trop élevé de branchements sur leur ligne.

Ils sont en réalité 17 ménages sur un seul compteur. Conséquence, les disjonctions sont fréquentes et les ménages sont condamnés à n'utiliser certains appareils qu'à des heures particulières.

Madame Ayawa confie par exemple n'allumer sa télé que dans la journée. « La nuit, les voisins sont tous aussi à la maison donc... », glisse-t-elle avec sourire sans terminer sa phrase. Mais bonne nouvelle pour la CEET, la grande majorité des ménages branchés aux toiles d'araignées envisagent se régulariser.

PGICT:

LES JOURNALISTES SE FAMILIARISENT AVEC LES QUESTIONS ENVIRONNEMENTALES

Mieux informés, les médias sont un puissant canal de sensibilisation des populations sur différentes thématiques.

C'est fort de ce constat que le Projet de Gestion Intégrée des Catastrophes et des Terres (PGICT) a réuni à Aného, à une quarantaine de kilomètres au sud-est de Lomé, du 09 au 11 juin dernier, une trentaine de journalistes autour d'un atelier de formation axé sur la problématique environnementale. Objectif : obtenir une meilleure implication des acteurs et spécialistes des médias sur les questions environnementales afin de développer une communication efficace et de renforcer la résilience des populations face aux catastrophes.

La rencontre a été organisée conjointement avec le Projet de Renforcement des Capacités Nationales Décentralisées pour la Gestion de l'Environnement

(PRCNDGE) avec l'appui financier de la Banque mondiale.

Durant les cinq jours de la formation théorique ponctuée avec de la pratique, il s'est agi d'outiller les hommes de médias sur les techniques leur permettant d'assurer une meilleure visibilité des projets et programmes du Ministère de l'Environnement et des Ressources forestières. Ils ont été ainsi familiarisés avec les outils de traitement de l'information environnementale dans un contexte de décentralisation.

Les thèmes ont tourné autour des techniques pour l'efficacité de la communication, des présentations sur la gestion durable des terres au Togo, la problématique de l'érosion côtière etc.

Les trois projets financés par le PGICT dans les Lacs et le Bas Mono ont fait l'objet de visites sur le terrain par les participants.

A l'ouverture de la rencontre, le Représentant du Ministre de l'Environnement, M. Tata AMEGBOH a décliné les attentes des organisateurs en ces thèmes : « Nous osons espérer que les journalistes pourront s'approprier le PGICT et le PRCNDGE ainsi que d'autres initiatives en cours, notamment sur l'érosion côtière, et assurer une large diffusion des informations climatiques.

Cette approche communicationnelle et participative attendue des journalistes va jouer un rôle prépondérant voire capitale pour porter haut les bonnes pratiques, les initiatives novatrices des villages



Vue partielle des participants

servant par exemple d'écoles sur l'agriculture climato-intelligente et des modèles de conservation de la biodiversité ».

Notons que le PGICT est un projet du gouvernement togolais financé par la Banque mondiale à

hauteur de 16 947 408 Dollars US soit environ 10 milliards de F CFA.

Il vise à réduire significativement la vulnérabilité des populations face aux catastrophes.

M. DOTSÈVI PAUL BERNARD ÉLU À LA TÊTE DU FODDET POUR UN MANDAT DE 2 ANS

L'assemblée générale élective du Forum des organisations de défense des droits des enfants du Togo (FODDET) a eu lieu samedi dernier à Lomé. Elle est marquée par le départ de M. Mack Chilé ADODO de la tête du Forum après quatre (4) ans de présidence conformément aux textes.

Un nouveau président représentant du Collectif des organisations de défense des droits de l'enfant en matière de santé et environnement (CODDEST), a été élu à cette occasion à la tête d'un bureau de cinq (5) membres.

Il s'agit de M. Paul Bernard Yao Dotsèvi. Le nouveau président connaît bien l'organisation puisqu'il a été jusqu'à son élection le Secrétaire général dans le bureau sortant.

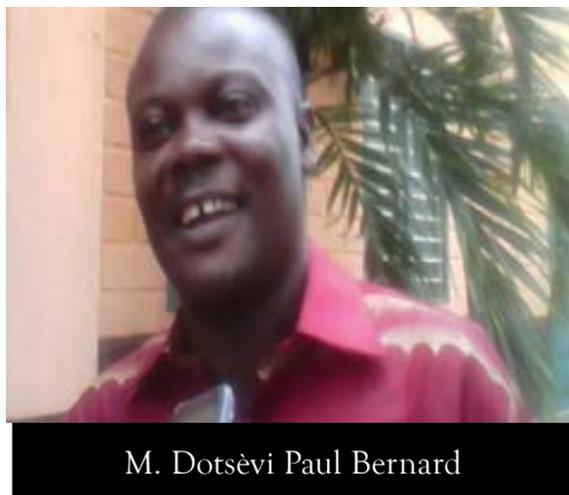
Dans son discours de circonstance, M. Dotsèvi très ému,

n'a pas manqué d'exprimer son sentiment de satisfaction et de joie pour la confiance que ces paires ont placé en lui. Il a poursuivi en exprimant toute sa disponibilité et son engagement à œuvrer pour le rayonnement du Forum et partant des droits des enfants.

Ensuite, le nouveau président a décliné les quatre (4) axes prioritaires sur lesquels son équipe travaillera au cours de son mandat. Il s'agit notamment de préserver les acquis, améliorer l'existant, rendre plus professionnel la Coordi-

nation et travailler à unifier toutes les compétences que regorgent l'organisation. « FODDET regorge de beaucoup de talents, beaucoup de compétences, il faut travailler à les mettre en contribution dans l'intérêt supérieur des enfants.

Nous devons taire nos divergences, nos coups bas parce que tout ce que nous menons comme action ne doit viser essentiellement que l'amé-



M. Dotsèvi Paul Bernard

lioration des conditions de vie des enfants parce que les enfants n'ont pas besoin de nos querelles, de nos divagations », a indiqué M. Dotsèvi.

Auparavant le Président sortant M. Adodo s'est dit satisfait de son bilan à la tête du FODDET.

« Nous partons sur un bilan satisfaisant au regard de la feuille de route qui

nous a été confiée et en tenant compte de ce qui a été fait durant notre mandat à la tête du FODDET (...) Nous partons satisfait et ce que nous laissons à notre successeur devra permettre au FODDET d'évoluer normalement », a-t-il souligné.

Au nouveau bureau, M. Adodo les appelle à l'assiduité, et à l'union estimant qu'elle a l'obligation

de réussir. Il a pour finir convié le gouvernement et les partenaires techniques et financiers notamment l'UNICEF, Plan international, Save the children, ... à apporter le même soutien au nouveau bureau comme cela avait été pour leur cas.

Notons que le FODDET est une organisation de défense et de promotion des droits de l'enfant. Il regroupe en son sein huit (8) réseaux.

LE NOUVEL EXECUTIF DU FODDET:

- Président : Dotsevi Paul Bernard Yao
- Secrétaire général : Mme Marthe Kengbo
- Secrétaire général Adjoint : Mme Brigitte Novissi Agui-gah
- Trésorier général : Kantom Kofi
- Trésorier général adjoint : Isidore Kpeglo

JCB GROUPES ELECTROGENES

Silencieux, fiable et robuste.

De 8 à 3 300 KVA

Stock disponible chez CFAO MOTORS

CFAO MOTORS TOGO Bd Eyadema BP 332 Lomé
Tel. 22 23 31 00
cfaotogo@cfao.com

REPRÉSENTANT OFFICIEL **JCB**

EDUCATION:

NET REcul DU TAUX DE RÉUSSITE AU BAC 1 EN 2016.

Avec un taux de réussite de 58% dans l'enseignement général, le Bac 1 cuvée 2016 perd plus de 20 points par rapport à l'année dernière où le chiffre record de 79% avait été atteint.

Les résultats auraient été davantage catastrophiques si la série C n'avait pas fait un bond qualitatif, frôlant presque la barre de 100%. Celle-ci coutumière de bons chiffres, enregistre un taux de réussite de 95,35% alors que la série D et la A affichent respectivement un taux de 60,68% et 56,44%. M. ANIBRI, un parent d'élèves, qui espérait que les résultats du Bac 1 de cette année se situeraient dans la

à expliquer cette régression nette du taux de réussite. Cependant, il impute la responsabilité à tous les acteurs. « Notre éducation est à l'agonie et la responsabilité de cette situation incombe à tous les acteurs » analyse-t-il. « Les parents ont démissionné dans l'éducation de leurs enfants. Ils pensent que leur devoir se limite seulement à les inscrire dans un établissement scolaire et que

RAPPEL: RESULTATS DU BAC I DE 2010 A 2015

ANNEE	PRESENTS	ADMINS	POURCENTAGE
2010	38 649	16 704	43,22
2011	44 450	24 924	56,07
2012	45 965	22 946	49,92
2013	48 399	28 252	58,38
2014	45 913	27 302	59,47
2015	47 110	37 325	79,23

même tendance de progression que ceux de l'année dernière, a dû mal le reste l'enseignant s'en chargera. Ainsi aucun suivi de l'évolution de

Série	Taux de réussite 2015 (en %)	Taux de réussite 2016 (en %)	Accroissement (en %)
Enseignement Technique			
E	63,64	64,59	1,49
F1	69,44	53,03	-23,63
F2	65,53	57,47	-12,29
F2	65,53	33,28	-49,21
F3	54,28	57,12	5,23
Ti1	44,83	47,23	5,35
G1	60,39	46,40	-23,16
G2	48,52	35,56	-26,71
G3	53,33	39,64	-51,34
Enseignement Général			
A	55,32	56,44	2,02
C	69,01%	95,35	38,16
D	36,33	60,68	67,02

Tableau comparatif du taux de réussite de 2015 à 2016

l'enfant n'est fait », regrette-t-il. Dans son développement ce père de famille n'épargne pas les apprenants qui durant toute l'année scolaire sont plus présents sur les réseaux sociaux et dans les boîtes de nuit qu'en contact avec leur cahier. « Ces résultats mêmes s'ils

sont à déplorer, ne surprennent pas », souligne-t-il ; déplorant le manque de motivation des enseignants, une des explications de ces résultats.

L'enseignement technique affiche cette année globalement un pour-

centage de réussite de 40,61% soit 12 points de recul par rapport à l'année dernière. Dans les détails, les séries G n'ont pas fait mieux. De 52% de réussite l'année dernière on est descendu à 48% en 2016. Même régression pour les séries industrielles E et F. Seules les séries F4 et Ti ont affiché une tendance en hausse. « Cette année même si les cours se sont déroulés dans de bonnes conditions, il ne faut pas oublier les conditions dans lesquelles nous avons composé. Avec à la clé l'annulation d'une épreuve en pleine composition.

Ce qui n'est pas sans conséquences sur le moral des candidats qui n'étaient pas préparés à cette situation », justifie un candidat. Ces résultats renforcent la conviction de ceux qui estiment que le niveau des élèves togolais est en recul. Même s'il est très tôt et au vu d'un seul résultat pour tirer les conclusions d'ensemble sur le niveau scolaire, il n'en demeure pas moins vrai que ces régressions doivent interpeller et amener à réfléchir sur le système éducatif togolais, de façon à la repenser afin qu'il soit à même de répondre aux défis de notre temps.

Ibrahim SEYDOU

VOLONTARIAT:

DES ARTISANS RECOIVENT DES KITS ET DU MATERIEL POUR LEUR INSTALLATION.

3 34 jeunes artisans de divers corps de métiers, issus des 582 jeunes déscolarisés ayant exécuté la phase pilote du projet de Volontariat des Jeunes Déscolarisés (JDS) ont reçu le 10 juin dernier à Lomé, du ministère du Développement à la base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes des kits de matériels et d'équipements pour leur installation, selon une dépêche de l'agence Afreepress.

Au total 209 matériels et équipements de couture, 83 de coiffure, 20 de menuiserie aluminium, 7 de soudure, 6 de broderie, 5 de mécanique à deux roues, 2 de menuiserie de bois, 1 de tapisserie et 1 de cordonnerie ont ainsi été distribués au cours d'une cérémonie, présidée par la ministre du Développement à la base, Mme Victoire DOGBE

« La cérémonie de ce matin est l'aboutissement de la mise en œuvre de la phase pilote du projet de volontariat des jeunes déscolarisés lancé le 15 janvier 2016. Ce projet a été initié par le gouvernement togolais pour répondre au problème d'employabilité des jeunes, surtout ceux exclus des divers mécanismes mis en place », a déclaré Mme la ministre.

Ce projet vise selon elle la promotion de l'engagement citoyen, la solidarité, l'inclusion sociale à l'endroit des jeunes déscolarisés et semi-sco-

larisés en leur offrant l'opportunité de contribuer aux solutions de développement du pays en général et en particulier de leur communauté.

Il est piloté par quatre (5) structures issus du département du développement à la base. L'Agence nationale de volontariat au Togo (ANVT) enrôle et forme les jeunes, l'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB) les accueille et les renforce, le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) assure leur accompagnement financier et la Direction de la jeunesse et de l'emploi des jeunes (DJEJ) est la structure qui a mis à la disposition de ces jeunes des kits de matériel et d'équipement.

Durant les quatre (4) mois que cette phase pilote a duré, les 582 jeunes déployés et les 36 superviseurs ont assaini plusieurs quartiers de Lomé. Des centaines de dépotoirs ont ainsi été enlevés, environ 20.000

mètres carrés de caniveaux ont été curés, des voies ont été aménagées. Ces jeunes, grâce à leur formation, ont pu sensibiliser les populations à la base sur les bons comportements.

Cette phase pilote de JDS étant réussie, on annonce le déploiement prochain de 1.500 autres jeunes à Lomé et dans plusieurs villes de l'intérieur du pays.

Notons que le Volontariat Citoyen ou des jeunes déscolarisés (JDS) est l'une des composantes de l'Agence nationale du Volontariat au Togo (ANVT). Celle-ci se veut un outil innovant pour la promotion du volontariat inclusif basé sur l'engagement citoyen au service du développement et du rayonnement du Togo.

Elle s'est donnée pour mission de valoriser les ressources humaines, à travers le volontariat et de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres par



La ministre du Développement à la base, Mme Victoire DOGBE

la mise à disposition des compétences nationales.

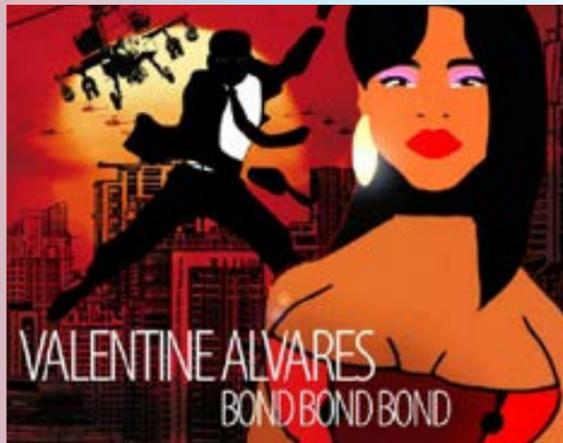
Ses objectifs sont : promouvoir et valoriser l'engagement volontaire, mobiliser et valoriser les compétences et les ressources humaines disponibles au Togo, réduire les inégalités sociales, participer aux solutions du développement au Togo, améliorer les conditions de vie des populations pauvres en créant une meilleure capacité au niveau des communautés et des structures d'appui.

Pour rappel, pour devenir volontaire au titre des JDS, il faut avoir un âge compris entre 18 et 35 ans, avoir un niveau d'étude inférieur ou égal à la classe terminale, ne pas avoir une formation professionnelle, avoir abandonné les études depuis au moins 3ans, ne pas avoir une activité professionnelle stable et viable au moment de l'enrôlement

JAMES BOND A LOMÉ POUR VALENTINE

ALVARES

La chanteuse togolaise Valentine Alvares, toujours en quête d'originalité, sort un nouveau clip surprenant. Sur le thème du héros James Bond, qu'elle réinvente à sa façon, la chanson retrace les péripéties imaginaires d'un agent 007 propulsé pour une mission secrète dans un Lomé futuriste. La vidéo, totalement réalisée en animation, raconte les péripéties d'un Bond Africain, affrontant son éternel rival au sourire de fer, et tombant sous le charme de notre belle chanteuse, devenue James Bond Girl pour l'occasion.



Le dessin animé a été entièrement réalisé par des équipes togolaises, un savoir faire encore méconnu qui ne tardera pas de placer Lomé parmi les pôles du film d'animation.

Voir ce lien pour le clip <https://youtu.be/pbTOZmLtZs8>

mière édition du All Star Battle Jam. Organisée conjointement par l'association No Limit en collaboration avec l'association Togo BBoys, l'All Star Battle Jam se décrit comme la version XXL de l'All Star Battle qui existe déjà depuis quatre ans, en ce sens qu'il ne regroupera pas seulement les groupes de break dance nationaux mais aussi ceux d'Afrique, d'Europe et d'ailleurs. Les organisateurs du ASB-XXL (All Star Battle XXL) s'attendent à développer et valoriser le Bboying togolais en créant une compétition nationale ayant

participants les standards internationaux en vue de le rendre plus compétitif. Aussi affirment-ils : « Le ASB-XXI sera empreinte de compétitions primées selon les normes internationales afin de d'offrir la possibilité aux groupes de danses intervenant de participer aux compétitions internationales, grâce aux partenariats qui seront tissés entre ASB-XXL et les compétitions des autres pays. » C'est une opportunité au grand public de mieux découvrir le Bboying et surtout la culture des BBoys et aux par-



4, juil- Mais let 2016 au ter- rain omnisport de des stages de for- mation pendant d'un grand spec- tacle rendez-vous prochain. En at- tendant la grande apothéose que Studio sis à Fore- connaîtra le festi- val dimanche 17 lection.

LE ALL STAR BATTLE XXL 1ÈRE ÉDITION EST POUR LE MOIS DE JUILLET

Considéré comme le smurf ou encore le Popping, est une culture urbaine célébrée lors des compétitions internationales comme le Battle of the year en France, la R-16 en Corée du Sud, UK Bboy Championship en Angleterre à travers le monde. Le Togo où une vingtaine de groupes excellent dans cette danse s'inscrit dans cette lignée de consécration du Bboying à travers la pre-

PORTRAIT : KING GHETTO MIK, ARTISTE DE GOD'S SONG

Il a l'élégance de sa musique. Virile et séducteur. Il ne s'agit pas seulement de physique, allure hip hop, cheveux toujours nattés... Surtout volubile, il laisse deviner une réflexion intense, un regard plus ou moins distancé, mais qui traduit de l'émotion. Et n'est-ce pas, en somme, ce qu'on demande à un artiste ?

Il a commencé la musique très jeune, sa première chanson il l'a composée à l'âge de douze(12) ans suite au décès d'un être qu'il déclare lui être très cher. Déjà après son BEPC il voulait abandonner les études mais suborné par sa mère qui joua sur le fait qu'il aimait porter des chaussures basket lui en achetèrent pour l'encourager à continuer le lycée. Cet enchantement ne fit pas long feu, arrivé en classe de première l'artiste retourna vers la maman pour lui signifier sa décision de surseoir définitivement ses études afin de se consacrer entièrement à sa carrière musicale.

De Kloxal à Ghetto Mik

Il a tenté en 1997 un featuring avec le groupe Kloxal constitué que des frères DEGBE à l'époque mais malheureusement ledit morceau qui ne sort pas du studio suite au voyage des frères en France. Il récidive en 1999 en créant son groupe Microphone Soldiers constitués de deux autres garçons et une fille et sortirent en 2003 l'unique chanson du groupe portant le même nom que le groupe. Cette chanson loin de se figurer sur le compil Hop Row Records sorti à l'époque a connu quand même sa promotion grâce au dit label qui n'hésitait pas à les inviter sur les spectacles qu'il organisait. Il prit ses distances avec le groupe et commença sa carrière solo en

2004. Le grand pouce lui a été donné par Jimi Hope artiste togolais faisant du rock, suite à une rencontre avec ce dernier et l'artiste n'hésite pas à le dire : « J'ai rencontré le grand frère Jimi Hope en 2005 et après avoir beaucoup travaillé avec lui, il m'a donné beaucoup de conseils et m'a même invité sur un spectacle à l'hôtel Sarakawa mais en ce moment on me connaissait sous le nom de Melka ».

Sa tendance à faire ses textes en anglais lui vient aussi des conseils comme il l'affirme : « Avant mes textes étaient en français et je m'amusais à chanter en l'anglais. Mais lors de nos échanges, le grand frère Jimi Hope m'a conseillé d'exceller en ce quoi je suis plus à l'aise et qu'il avait remarqué que je me débrouillais bien en anglais donc de plutôt chanter en anglais. Conseil que j'ai suivi surtout qu'il m'est plus facile de chanter en anglais. Il n'y a rien d'extraordinaire à ce niveau. » C'est en 2007, rentrant chez lui avec son ami One God après être sorti du studio « 3e dimension » où il venait d'enregistrer sa chanson « Do you feel it » que l'inspiration lui est venue de prendre le nom d'artiste Ghetto Mik. Et c'est ce morceau qui le fit découvrir par le public lors de sa première montée sur scène en tant que Ghetto Mik au cours d'un récital au Collège Protestant de Lomé en la même année. Il lance son

propre studio en 2009 sous le label de Soldiers Music Records qui évolua en Soldiers Music Entertainment d'où sortit son premier album The warning (l'avertissement ndlr) sur lequel on pouvait retrouver des morceaux comme Do you feel it ; Ahoevi ; Kpakpato et son fameux featuring avec le rappeur burkinabè Smokey, African reality.

Le revirement

Alors qu'il préparait la sortie de son second album The warning Chapter II, Ghetto Mik eut un grave accident qui a failli lui coûter la vie le 1er Juillet 2014. Il passa quelques jours dans le coma et après son rétablissement, il décida de dévouer son talent musical à Dieu. Ainsi intervient une totale métamorphose dans la vie de l'artiste passant par son nom Ghetto Mik devenu King Ghetto Mik au nom de son label Soldiers Music Entertainment qui devient God is Real Music Group. Connu comme artiste hip hop faisant du hardcore, King Ghetto Mik se voit aujourd'hui chanter Dieu.

Il appelle son nouveau genre musical God's Song bien différent du gospel traditionnel car pour lui : « Je chante Dieu dans mes chansons mais ce ne sont pas des louanges que je fais. Donc je ne peux pas dire que je m'inscris désormais dans le gospel mais plutôt dans le God's Song.

» Il se dit serein et que rien ne change dans sa prestance musicale sauf qu'il a élargi son univers musical en côtoyant les artistes Gospel qui lui ont réservé

mais ça n'enlève en rien sa passion pour la musique et son inspiration. » Pour Blaise aka Blaizyzy qui côtoie l'artiste depuis un moment, il est plein de talent



un accueil chaleureux qui l'a beaucoup surpris : « J'ai été étonné de me rendre compte que les artistes gospel me connaissent en tant que Ghetto Mik ». Ce changement a surpris plus d'un, mais pour ses proches l'artiste est toujours le même et n'a rien perdu de son talent comme en témoigne Alain Mouaka journaliste et promoteur culturel qui a connu l'artiste dès ses débuts : « Ghetto Mik devenu aujourd'hui King Ghetto Mik est un artiste qui peut s'exprimer quel que soit le registre musical et là est sa force en dehors de son flow. Je pense que sa vision de la musique est loin de l'attente du mélomane, La preuve son virage au chant et texte pieux où l'on ne l'attendait pas a surpris plus d'un

et plein de sagesse et n'hésite pas à affirmer : « il donne beaucoup de conseils malgré son jeune âge, on dirait qu'il a eu beaucoup d'expériences dans sa vie c'est un sage. Toutefois le seul défaut que j'ai décelé chez lui est qu'il parle beaucoup (rire...) ».

De cette nouvelle aventure de l'artiste, l'on peut déjà déceler des titres comme Jesus is Lord et Fire sortis simultanément en janvier et mai 2016, en attendant la sortie de son futur album « The begining ». L'on peut toujours faire un tour sur sa page facebook King Ghetto Mik Official pour suivre les actualités concernant l'artiste.



À PARTIR
DU 17
MAI 2016

TARIF UNIQUE pour Tous BAISSE pour Chacun

Communiquez en toute **liberté**
vers tous les réseaux nationaux

Leader

" Moi Mon **TARIF**
est **UNIQUE** "

60^F
TC UNIMINUTE



Privilège

" Moi aussi
Mon **TARIF** est **UNIQUE** "

65^F
TC UNIMINUTE



Classique

" Moi aussi
Mon **TARIF** est **UNIQUE** "

80^F
TC UNIMINUTE



Jeunes

" Moi aussi
Mon **TARIF** est **UNIQUE** "

85^F
TC UNIMINUTE



Tarifs vers tous les réseaux nationaux et divisibles par pas de 20 secondes



Forum Africain Pour l'Investissement Hôtelier

21-22 juin 2016 Radisson Blu Hôtel 2 Février, Lomé, Togo

www.africa-conference.com/togo



Exploiter la puissance

Dynamiser l'investissement
hôtelier en Afrique de l'Ouest

